



REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt quatre, le trente septembre à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 24 septembre 2024 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 25

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Pierre LAURENT, Andrée BAR, Aliko PERENDOUKOU, Virginie VANDAELE, Corinne CHOUQUET, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 7

Agnès SIBILLE donne pouvoir à Jérôme DUBOST
Christel BOUBERT donne pouvoir à Fabienne MALANDAIN
Jean-Luc HEBERT donne pouvoir à Nicolas SAJOUS
Catherine OMONT donne pouvoir à Isabelle NOTHEAUX
Philippe QUERNE donne pouvoir à Pascale GALAIS
Virginie LAMBERT donne pouvoir à Nicole LANGLOIS
Agnès MONTRICHARD donne pouvoir à Arnaud LECLERRE

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Damien GUILLARD

Secrétaire de séance

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL du 30 septembre 2024

M_DL240930_124

RESSOURCES HUMAINES - PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE / PRÉVOYANCE - CONVENTION DE PARTICIPATION - AUTORISATION

M. Jérôme DUBOST, Maire - Conformément aux dispositions des articles L.827-7 et L.827-8 du code général de la fonction publique, les Conseils d'Administration des Centres de Gestion de la FPT des départements du Calvados (14), de l'Orne (61) et de la Seine-Maritime (76) ont décidé de s'associer pour mettre en place des conventions de participation mutualisées dans le domaine de la protection sociale complémentaire, pour les agents des collectivités affiliées et non affiliées du ressort de chaque Centre de Gestion, à compter du 1er janvier 2023, pour une durée de 6 ans.

A l'issue de la procédure de consultation, le CdG76 a souscrit une convention de participation pour le risque « Prévoyance » auprès de la Mutuelle Nationale Territoriale (MNT) pour une durée de 6 ans. Cette convention prend effet le 1er janvier 2023, pour se terminer le 31 décembre 2028.

Les collectivités territoriales et établissements publics peuvent désormais adhérer à la convention de participation sur délibération de leur assemblée délibérante, après consultation de leur Comité Social Territorial.

En quoi consiste le risque prévoyance ?

Le risque prévoyance consiste à :

- Compenser la perte de salaire en cas de placement en congés pour raison de santé suite à accident maladie et en cas d'admission en retraite pour invalidité,
- Verser un capital décès aux bénéficiaires des agents décédés, ou à l'agent en cas de perte totale ou irréversible d'autonomie.

Caractéristiques contrat-groupe « prévoyance - maintien de rémunération »

Le contrat-groupe « prévoyance » propose une formule socle de garanties répondant à l'obligation des employeurs territoriaux de participer financièrement au contrat de leurs agents dont les garanties minimales, précisées par le décret n°2022-581 du 20 avril 2022, doivent être les suivantes :

- la garantie « incapacité de travail » à hauteur de 90% du traitement net et de 50% du régime indemnitaire net pendant la période de demi traitement,
- la garantie « Invalidité » jusqu'au 62ème anniversaire à hauteur de 90% du traitement indiciaire net (hors régime indemnitaire),
- la garantie « Décès et perte totale et irréversible d'autonomie » avec versement d'un capital à hauteur de 25% du traitement brut annuel.

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

Les taux de cotisation proposés sont maintenus les deux premières années puis, en cas de majoration éventuelle, l'augmentation est plafonnée à 5% par an.

Il revient à chaque agent de décider d'adhérer à titre individuel au contrat-groupe « prévoyance » sans questionnaire médical et sans délai s'il adhère dans les 12 mois suivant l'adhésion de l'employeur ou suivant son recrutement. A l'issue de cette période, un délai de carence de 6 mois est applicable. Aucune limite d'âge n'est appliquée, il suffit que l'agent soit en activité à la date d'effet de la garantie.

Possibilité de souscrire à des options individuelles

En complément du contrat de groupe prévoyance proposé, il est possible pour les agents de souscrire à des options individuelles, au choix :

- Régime indemnitaire sur demi traitement : régime indemnitaire maintenu à 90% pendant la période de demi traitement,
- Perte de retraite : pour compenser la perte de retraite suite à une invalidité indemnisée, la garantie prévoit le versement d'un capital équivalent à 33% du plafond annuel de sécurité sociale,
- Régime indemnitaire sur plein traitement : régime indemnitaire maintenu à 50% ou 90% pendant la période de plein traitement en congé longue maladie, longue durée et grave maladie.
- Régime indemnitaire sur invalidité : régime indemnitaire maintenu à 50% ou 90% depuis la reconnaissance en invalidité jusqu'au 62ème anniversaire.

Participation financière de l'employeur

L'adhésion à la convention de participation proposée par le Centre de gestion est conditionnée au versement d'une participation financière versée aux agents ayant souscrit un contrat avec la MNT.

Les dispositions de l'ordonnance n° 2001-175 du 17 Février 2021 relative à la protection sociale complémentaires précisent que l'obligation de l'employeur public territorial est de participer à la protection sociale de ses agents en matière de prévoyance à hauteur d'au moins 20 % d'un montant minimal défini par le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 qui est de 35 € correspondant à une participation obligatoire de 7€ par mois par agent.

La Ville de Montivilliers, en attente de transposition réglementaire des dispositions prévues par l'accord national du 11 juillet 2023, et après échange avec les représentants du personnel, a décidé de participer à hauteur de 15 € par mois par agent, de façon identique pour l'ensemble de ses agents.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le code des assurances, de la mutualité et de la sécurité sociale

VU le code général de la fonction publique, notamment les articles L.827-1 à L.827-11,

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

VU le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection complémentaire de leurs agents,
VU le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de PSC et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement
VU la délibération du Centre de gestion n°2022/079 en date du 30 septembre 2022 portant choix des prestataires retenus pour la conclusion des conventions de participation pour les risques « santé » et « prévoyance »,
VU la convention de participation entre le Centre de gestion 76 et la MNT en date du 28 novembre 2022,
VU l'avis du Comité Social Territorial en date du 17 Septembre 2024

CONSIDÉRANT

- Que les Centres de Gestion doivent proposer aux collectivités et établissements publics de leur ressort une convention de participation (contrat groupe) à l'échelle départementale ou supra-départementale,
- Que le Centre de Gestion 76 , après procédure de consultation de marchés publics, a retenu une solution MNT-MGEN pour sa convention de participation Prévoyance,
- Qu'à compter du 1^{er} janvier 2025, les employeurs publics doivent participer à la protection sociale complémentaire de leurs agents sur la partie prévoyance,
- Qu'il a été proposé par le Centre de Gestion 76 à la Ville de Montivilliers d'adhérer à la convention de participation Prévoyance proposée par la MNT, à compter du 1^{er} janvier 2025.

VU le rapport de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- **D'adhérer** à la convention de participation pour le risque « Prévoyance » conclue entre le Centre de gestion 76 et la MNT,
- **D'accorder** sa participation financière aux fonctionnaires titulaires et stagiaires ainsi qu'aux agents contractuels de droit public et de droit privé de la collectivité en activité ayant adhéré au contrat attaché à la convention de participation portant sur le risque « Prévoyance ».
- **De fixer** le niveau de participation financière de la collectivité à hauteur de 15 € par agent et par mois par chaque agent qui aura adhéré au contrat découlant de la convention de participation et de la convention d'adhésion.
- **D'autoriser** Monsieur Le Maire à signer les documents contractuels en découlant.

Imputation budgétaire

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

Exercice 2025
Budget principal
Chapitre 12
6475 - 01

Montant maximum de la dépense : 54 000 euros

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

